

Convention collective

IDCC : 9222. – **EXPLOITATIONS D'HORTICULTURE,
DE PÉPINIÈRES ET DE MARAÎCHAGE**

(Côtes-d'Armor)

(15 décembre 1983)

(Etendue par arrêté du 30 mars 1984,
Journal officiel du 12 avril 1984)

AVENANT N° 68 DU 19 JANVIER 2010

NOR : AGRS1097175M

IDCC : 9222

Entre :

La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles ;

D'une part, et

Le syndicat départemental de l'agriculture CFDT ;

La FSCOPA CFTC ;

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'article 24 *bis* de la convention collective intitulé « Garantie de salaire . – Maladie, accident » est abrogé à compter du 1^{er} janvier 2010.

Article 2

Les dispositions de l'article 29, paragraphe 3 « Licenciement », alinéa 3.4, de la convention collective intitulé « Cessation d'un contrat à durée indéterminée (démission, licenciement, départ à la retraite) » sont modifiées comme suit.

« 3.4. Le salarié titulaire d'un contrat de travail à durée indéterminée, licencié alors qu'il compte 1 année d'ancienneté ininterrompue au service du même employeur, a droit, sauf en cas de faute grave, à une indemnité de licenciement conformément à l'article L. 1234-9 du code du travail.

L'indemnité de licenciement ne peut être inférieure à une somme calculée par année de service dans l'entreprise et tenant compte des mois de service accomplis au-delà des années pleines.

L'indemnité de licenciement ne peut être inférieure à 1/5 de mois de salaire par année d'ancienneté auquel s'ajoutent 2/15 de mois par année au-delà des 10 ans d'ancienneté.

Le salaire à prendre en considération pour le calcul de l'indemnité de licenciement est, selon la formule la plus avantageuse pour le salarié :

1° Soit 1/12 de la rémunération brute des 12 derniers mois précédant le licenciement ;

2° Soit 1/3 des 3 derniers mois. Dans ce cas, toute prime ou gratification de caractère annuel ou exceptionnel, versée au salarié pendant cette période, n'est prise en compte que dans la limite d'un montant calculé à due proportion.

L'indemnité de licenciement ne se cumule pas avec toute autre indemnité de même nature.

Cette indemnité reste identique en cas de licenciement économique. »

Article 3

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui sera déposé à la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle des Côtes-d'Armor.

Fait à Saint-Brieuc, le 19 janvier 2010.

(Suivent les signatures.)